

SAÏD BARKAT, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE À ORAN :

«L'EHU, un énorme investissement financier, toujours en attente d'être complètement fonctionnel»

En visite d'inspection et de travail le jeudi 7 août 2008 dans la wilaya d'Oran, Saïd Barkat, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a tenu une séance de travail à huis clos au niveau du nouvel EHU d'Oran où il a instruit ses interlocuteurs de tout mettre en œuvre afin que les 38 services que compte l'hôpital soient enfin opérationnels, car, actuellement, seulement quatre le sont : médecine interne, chirurgie générale, cardiovasculaire et néphrologie.

Amel B. - Oran (Le Soir) - La totalité des équipements médicaux seront installés d'ici deux mois, la réception définitive étant prévue pour juillet 2009. Pour rappel, le coût de ces équipements médicaux est de 13,9 milliards de dinars, alors que celui du bâtiment et de son équipement est de 15 milliards de dinars.

Pour rappel, le président de la République avait procédé à la pose de la première pierre de l'EHU le 6 juin 2000 et à son inauguration «partielle» le 19 février 2004, alors que l'inauguration provisoire de la construction n'a

eu lieu que le 16 juillet 2008, tandis que sa réception définitive est prévue dans une année. Pour que l'hôpital soit entièrement opérationnel, on attend l'arrivée d'équipements sophistiqués qui devraient consacrer toute la performance de l'établissement avec, bien évidemment, un personnel qualifié et formé.

L'attente de l'ouverture effective de l'EHU aura trop duré et des critiques se sont portées sur cet établissement qui devrait être le meilleur au niveau de l'Afrique.

A en juger par les déclarations du ministre de la Santé, de la

Population et de la Réforme hospitalière, l'EHU va bientôt voir le bout du tunnel puisque son fonctionnement est tributaire de l'arrivée et de l'installation des équipements médicaux qui devront, selon le ministre, être fonctionnels dans deux mois. Toutefois, M. Saïd Barkat a insisté sur la formation des médecins et du personnel paramédical, car les équipements sont sophistiqués et nécessitent une connaissance et une maîtrise des techniques modernes. L'un des points qui suscite l'inquiétude réside dans le déficit enregistré au niveau du recrutement de professeurs et autres personnels paramédicaux, ce qui nécessitera la formation des médecins afin de combler ce vide sans devoir avoir recours à des recrutements de l'étranger.

En réponse à une question posée par le ministre relative à la recherche scientifique qui devrait s'effectuer à l'EHU, l'une de ses vocations, le directeur de l'EHU indiquera que l'hôpital compte

146 chefs de service et qu'aucun d'eux n'a entrepris des travaux de recherche. Etonné, le ministre a préféré réagir plus tard en tête à tête avec son interlocuteur.

Concernant le taux de fonctionnement actuel de l'hôpital, le directeur fera savoir au ministre que sur les 18 services d'hospitalisation, 3 seulement sont fonctionnels avec un taux d'occupation insignifiant.

S'agissant de l'enquête que mène le ministère de la Santé concernant le contrôle des cliniques privées, Saïd Barkat fera savoir qu'en raison de sa récente installation, il ne maîtrisait pas encore entièrement le dossier. Toutefois, il indiquera que l'étude du dossier suit son cours, tout en précisant que s'agissant des sanctions, aucune distinction ne sera faite lorsqu'il sera question d'erreur médicale ou autre dépassement. Que ce soit pour le secteur privé ou public, tout dépassement sera sanctionné.

A. B.

RENTREE UNIVERSITAIRE 2008-2009

Les inscriptions se poursuivront aujourd'hui, selon Harraoubia

Alors que les inscriptions universitaires finales devaient être clôturées hier vendredi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, a rappelé jeudi, lors d'une conférence de presse, qu'elles seront prolongées aujourd'hui en vue de permettre aux futurs universitaires de disposer d'un délai supplémentaire pour finaliser leurs inscriptions. Il a aussi annoncé que 98,04 % des nouveaux bacheliers ont procédé à la validation de leur pré-inscription.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Près de 4 000 bacheliers sur les 259 893 n'ont pas encore validé leurs inscriptions selon le ministre, alors que pour la prochaine rentrée universitaire, 190 000 nouvelles places pédagogiques seront disponibles. Ce surplus de places sera, par ailleurs, renforcé par les 141 000 délivrances de diplômes qui auront lieu cette année.

Par ailleurs, le ministre, en réponse aux questions des journalistes concernant les dysfonctionnements constatés lors des opérations

de pré-inscription par les bacheliers et les parents d'élèves, tout en reconnaissant que des difficultés ont été constatées, notera que «le système mis en place pour orienter les bacheliers a fonctionné correctement».

M. Harraoubia a précisé, en outre, que les opérations d'orientation des bacheliers «ont été effectuées, dans la transparence, avec comme principale condition l'aptitude pédagogique du futur universitaire et les notes obtenues à l'examen du baccalauréat».

Evoquant la question du système informatique mis en service pour faciliter les opérations d'inscription, le ministre dira que ce dernier n'a pas connu de défaillances. Il expliquera en outre que les difficultés rencontrées lors des opérations d'inscription ont principalement concerné les étudiants ayant réussi l'examen du bac avec mention et qui, dans leur majorité, optent pour les filières médicales et les branches polytechniques.

Toutefois, le nombre de places pédagogiques est limité, selon M. Harraoubia, notamment en sciences médicales, une filière très prisée, par rapport au nombre de demandes d'inscription. Ainsi, il y a eu pour cette édition

du baccalauréat, 1 106 mentions très bien, 11 500 mentions bien et 64 000 mentions assez bien. Pour les capacités d'accueil lors de la prochaine rentrée universitaire, le ministre a annoncé la réception de 84 000 lits supplémentaires dans les structures d'accueil, et ce alors que 70 000 lits seront libérés, ce qui représente un surplus de 20 000 lits. Ceci permet, souligne le ministre, «d'avoir même des chambres inutilisées et de permettre notamment aux étudiants internes de disposer de conditions d'accueil favorables». Par ailleurs et dans le cadre du renforcement du corps enseignant dans les centres universitaires, Rachid Harraoubia a annoncé que des logements seront mis à la disposition des postulants pour les encourager à se déplacer vers les régions isolées du pays.

Concernant la répartition des nouveaux étudiants par type d'établissement, 80,84% des bacheliers poursuivront leurs études dans des universités, 40 866 dans des centres universitaires, 4 667 dans des écoles et instituts nationaux, alors que 3 098 bacheliers poursuivront leurs études dans des écoles nationales supérieures.

F.-Z. B.

IMPORTATION ET COMMERCIALISATION DES ALCOOLS

Levée du monopole de l'État

L'Etat algérien a décidé de libéraliser le marché de la production, l'importation, l'exportation et la vente des alcools, a annoncé le ministère des Finances dans un communiqué publié jeudi.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Cette mesure a été prise dans le cadre de l'adoption de la loi de finances complémentaire pour 2008. «A l'effet de mettre fin aux difficultés d'approvisionnement régulier de l'alcool et en raison de l'incapacité du service des alcools de l'Etat de répondre aux besoins des opérateurs économiques, la loi de finances complémentaire pour 2008 autorise l'im-

portation, l'exportation, la production et la vente des alcools sur le marché intérieur sans passer par le service des alcools qui en détenait le monopole», a indiqué le communiqué.

Les opérateurs privés seront toutefois soumis à certaines règles commerciales concernant l'obtention de l'agrément et les termes du cahier des charges. Ces modalités seront «fixées par arrêté du

ministre des Finances», ajoute le document qui précise que l'agrément sera délivré par l'administration fiscale.

L'ouverture du marché des alcools aux opérateurs privés vient quelques mois après la campagne de fermeture de plusieurs dizaines de bars et de débits de boissons à travers le territoire national. Cette campagne avait touché, rappellent-ils, aussi bien les bars clandestins que ceux qui disposaient des autorisations nécessaires pour l'exercice de ce genre d'activité.

Le départ de l'ancien chef du gouvernement, M. Abdelaziz

Belkhadem, ne serait-il pas à l'origine de cette levée de boucliers sur le marché des alcools en Algérie ? Signalons, par ailleurs, que c'était à l'époque où Belkhadem était chef du gouvernement que la campagne de lutte contre la vente d'alcool avait été menée avec un grand acharnement.

Les partis islamistes avaient exercé une forte pression, au niveau du Parlement notamment, pour la fermeture, en bonne et due forme, des bars et autres débits de boissons.

L. M.

Les principales nouvelles dispositions fiscales de la loi de finances complémentaire (LFC) pour 2008

La loi de finances complémentaire pour 2008 a étendu l'exonération des droits et taxes aux livres et ouvrages destinés à être vendus dans le cadre des festivals et foires qui seront organisés sous l'égide du ministère de la Culture. Cette exonération sera aussi pratiquée lors du Salon international du livre d'Alger (SILA).

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les opérations de vente des PC portables a été ramené de 17 % à 7 %, selon les dispositions de la loi de finances complémentaire de 2008, rendues publiques jeudi par la Direction générale des impôts (DGI). Cette réduction est valable jusqu'au 31 décembre 2009. Le seuil de l'exonération accordée aux travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non-voyants et sourds-muets en matière d'IRG pour les salaires a été relevé de 15 000 à 20 000 DA.

En vue de favoriser les activités culturelles dans leur ensemble par l'octroi d'aides multiformes aux structures à vocation socioculturelle, la loi de finances complémentaire de 2008 a exonéré en matière de droit de timbre de quittance les recettes provenant des droits d'entrée dans les musées nationaux et parcs zoologiques.

Le taux de l'impôt forfaitaire unique (IFU) a été réduit de 6 à 5 %, pour les activités de production et de commerce de détail, y compris l'artisanat d'art et traditionnel.

Le taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) a été ramené de 25 à 19 % pour les activités de production de biens, le bâtiment et les travaux publics ainsi que les activités touristiques. Les dispositions de la LFC 2008 ont supprimé le taux réduit applicable aux bénéfices réinvestis.

Les engrais azotés, phosphatés, phosphopotassiques et les engrais complexes sont exonérés de la TVA afin d'aider les agriculteurs à utiliser de manière intensive certains intrants pour les besoins de l'amélioration de la productivité agricole. Les principaux produits entrant dans la fabrication des aliments de bétail seront, eux aussi, touchés par cette mesure. Un fonds spécial sera créé pour aider les éleveurs et petits exploitants agricoles.

Le domaine de l'exportation de l'or sera exonéré de la TVA suite aux effets négatifs induits par son application, a indiqué le communiqué du ministère des Finances, publié jeudi. Le droit de garantie applicable sur l'or, l'argent et le platine sera réduit respectivement de 8 000 à 4 000 DA, de 20 000 à 10 000 DA et de 300 à 150 DA.

L'IRG relevant des revenus fonciers sera réparti à égalité (50 % chacun) entre l'Etat et les collectivités locales. La TAP applicable au chiffre d'affaires réalisé sur l'activité de transport par canalisations des hydrocarbures sera relevée de 2 à 3 %.

Les tarifs de la taxe spéciale sur les actes et permis immobiliers ont été revus à la hausse dans le but de consolider le budget des collectivités locales. Les nouveaux tarifs se situent entre 1 875 DA et 50 000 DA pour les constructions à usage d'habitation dont la valeur est fixée entre 750 000 et 20 millions de dinars ou plus. Ceux concernant les constructions à usage industriel se situent entre 50 000 et 150 000 DA pour des bâtisses dont la valeur est fixée entre 7 et 100 millions de dinars ou plus.

Lyès M.